
L'aménagement comme stratégie professionnelle

L'exemple de cinq paysagistes formés à la section du paysage et de l'art
des jardins de Versailles en 1946-1948

*Landscaping as a professional strategy – The example of five landscapers trained
at the landscape and art section of the gardens of Versailles in 1946-1948*

Isabelle Estienne



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/paysage/17433>

DOI : 10.4000/paysage.17433

ISSN : 1969-6124

Éditeur :

École nationale supérieure du paysage de Versailles-Marseille, Institut national des sciences
appliquées Centre Val de Loire - École de la nature et du paysage, École nationale supérieure
d'architecture et de paysage de Bordeaux, École nationale supérieure d'architecture et de paysage de
Lille, Agrocampus Angers

Référence électronique

Isabelle Estienne, « L'aménagement comme stratégie professionnelle », *Projets de paysage* [En ligne],
6 | 2011, mis en ligne le 19 juillet 2011, consulté le 01 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/paysage/17433> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/paysage.17433>

Ce document a été généré automatiquement le 1 juin 2021.



La revue *Projets de paysage* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons
Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

L'aménagement comme stratégie professionnelle

L'exemple de cinq paysagistes formés à la section du paysage et de l'art des jardins de Versailles en 1946-1948

Landscaping as a professional strategy – The example of five landscapers trained at the landscape and art section of the gardens of Versailles in 1946-1948

Isabelle Estienne

- ¹ Entre 1948 et 1954, cinq des paysagistes issus des deux premières promotions de paysagistes sont « raflés » par l'urbaniste Michel Écochard à leur sortie de la section de l'art des jardins et du paysage de Versailles et entrent au service d'urbanisme du Maroc. Rapportée au nombre de paysagistes actifs en France à la fin des années 1930 (une cinquantaine), cette présence surprend. Dans une lettre de 1955¹, Michel Écochard revendique pleinement le choix de ses collaborateurs sans donner d'autres raisons que le manque de bons urbanistes en France. Pour quelles raisons bouscule-t-il ainsi les pratiques, suscitant critiques et incompréhension² ? Sa personnalité est un premier élément d'explication. Curieux et novateur, il s'intéresse aux disciplines émergentes comme l'ethnologie ou l'art du paysage. Formé à l'archéologie en Syrie, il acquiert un avion pour survoler les sites marocains avec ses collaborateurs et multiplie les prises de vue aériennes (Leclercq, 2007). Le contexte marocain est un autre élément. Travaillant sur Casablanca et Rabat, il y trouve en héritage les études menées par Jean Claude Nicolas Forestier et Henri Prost de 1913 à 1923, expérimentant ce qui a été appelé, bien après, « l'aménagement du territoire ». Après une première mission d'étude en vue de la création de parcs et de jardins publics dans les villes du protectorat, confiée à Forestier en 1913 (Forestier, 1997), Henri Prost établit, entre 1914 et 1923, les plans directeurs des villes de Casablanca (1915), Fès, Marrakech, Meknès et Rabat-Salé (1917). Attentifs au paysagement et aux plantations, Henri Prost et Jean Claude Nicolas Forestier appartiennent à un groupe de professionnels « inclassables » aux compétences multiples.

- Figure 1. Cinq paysagistes formés à la section du paysage et de l'art des jardins (École nationale d'horticulture) en 1946-1947 et leurs parcours croisés



- Projets de paysage, 6 | 2011

Copenhague. Jean Challet y découvre une autre manière de penser l'aménagement et le paysage à l'échelle de l'agglomération⁶ ou des opérations urbaines auxquelles Axel Andersen⁷ participe. Avec lui, il parcourt les grands espaces de nature aménagés à proximité directe de la capitale et multiplie les croquis pris sur le terrain. L'expérience sera décisive. À son retour, il travaille un temps en agence à Paris avant de partir au Maroc en 1951 sous l'entremise de son ami et collègue de promotion Pierre Mas. Il obtient son diplôme de paysagiste en 1954.

Figure 2. Jean Challet à l'époque où il travaillait au Maroc



Source : cliché non daté provenant des archives de la famille Challet.

- 5 Au service de l'urbanisme à Rabat, Jean Challet aborde l'aménagement, l'urbanisme et le paysage. Toujours associé à la définition des plans d'urbanisme, il conçoit aussi des aménagements touristiques, comme l'intégration d'infrastructures routières à leur site (route de la vallée du Draa). Il établit les programmes de plantation et d'espaces verts des principales villes, assurant la conception de parcs urbains (jardins de Meknès, par exemple), des espaces extérieurs des nouveaux quartiers et des extensions urbaines (comme le quartier de l'Agdal-Ouest à Rabat-Salé dont le projet général est défini par Élie Mauret⁸), mais aussi des abords d'équipements publics.
- 6 Resté au Maroc à la fin du protectorat, Jean Challet participe de 1960 à 1967 à la conception du schéma d'urbanisme pour la reconstruction d'Agadir avec Pierre Mas, mais aussi à l'étude du système d'espaces libres et à la réalisation des espaces verts de la ville.
- 7 En 1967, il quitte le Maroc pour Lille et l'Oream-Nord où il retrouve Pierre Mas (Estienne, 2006, 2010). Ensemble, ils animent l'équipe de concepteurs et transmettent une méthode de planification fondée sur une lecture paysagère des territoires (Estienne, 2009, 2010). Sous leur influence, le schéma régional d'aménagement de 1971,

et tout particulièrement le projet initial du parc de la Deûle, prend en compte les questions paysagères, environnementales et sociales (Estienne, 2006). Parallèlement, Jean Challet intervient au Cnerp⁹ et assure des expertises diverses¹⁰. En 1978, il rejoint le tout jeune Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres à Rochefort-sur-Mer comme chargé de mission, puis comme adjoint au directeur jusqu'à son départ à la retraite en 1989.

Pierre Mas

- 8 Déjà cité plusieurs fois, Pierre Mas semble être une personnalité majeure du groupe. Pierre Pelletier a récemment confirmé l'importance de ce protagoniste, « excessivement doué ». Michel Écochard, particulièrement satisfait de ses qualités et de son travail, aurait chargé Pierre Mas de recruter des confrères pour étoffer le service de l'urbanisme. Cette lecture est néanmoins très récente : le manque de sources a longtemps occulté la formation initiale de ce paysagiste. Pourquoi remettre en question le fait qu'il se présente dans l'ensemble des documents en tant qu'*urbaniste*, puisque cela correspond, en effet, à son activité principale ?
- 9 En réalité, Pierre Mas entre à l'ENH en 1940, précédant Jean Challet. Diplômé ingénieur horticole en 1943, il s'inscrit aux cours de la section du paysage dès 1946, puis à l'IUUP¹¹. Pendant ses études d'urbanisme, de 1947 à 1949, Michel Écochard l'accueille en stage au Maroc deux étés de suite. Sous la direction du géographe Maximilien Sorre, l'étudiant s'intéresse aux *phénomènes d'urbanisation et les bidonvilles du Maroc*¹², objet de la thèse soutenue à l'IUUP en 1950. Les propos, renforcés par les photographies montrant des intérieurs de logements et leur « décoration », témoignent d'un intérêt sociologique, voir anthropologique, pour les pratiques habitantes. Ces travaux nourrissent les projets de Michel Écochard autour d'un type d'habitat inédit et spécifique destiné aux populations indigènes rurales. L'objectif de la « trame Écochard » comme des projets d'habitat collectif pour le plus grand nombre est d'offrir des conditions de vie dignes tout en favorisant une adaptation progressive au style de vie urbain.
- 10 Membre actif du groupe Gamma¹³, Pierre Mas collabore, parallèlement à son activité pour le service d'urbanisme, à la conception du plan d'aménagement de Saïda et de sa région (Liban) réalisé par l'agence Écochard en 1958. À la fin du protectorat, il choisit comme Jean Challet de rester au Maroc et intègre le bureau central des études du service d'Urbanisme, chargé du plan de reconstruction d'Agadir après le tremblement de terre qui a ravagé la ville en février 1960. Il signe plusieurs articles à l'occasion de ce chantier majeur¹⁴. En 1966, il rentre en France et participe à la mise en place de l'Oream-Nord à Lille avant de rejoindre Grenoble en 1970 où il effectue le reste de sa carrière.
- 11 Comment expliquer ce départ rapide ? Deux facteurs ont, sans doute, joué un rôle déterminant. Pourtant justifiées par des études rigoureuses, ses prises de position critiques vis-à-vis du choix du site de la ville nouvelle de Lille-Est sont restées sans effet. Quant aux études menées dans le bassin minier, elles se sont heurtées à l'impossibilité pour les élus locaux de planifier la fin de l'extraction minière et ses conséquences territoriales, et au rejet des idées énoncées dans le cadre d'une équipe basée à Lille, mais qui leur apparaissait très parisienne et liée à l'État via la Datar¹⁵.

Élie Mauret

- 12 La carrière de ce troisième paysagiste, essentiellement menée en maîtrise d'ouvrage publique, associe de façon étroite aménagement du territoire et paysage.
- 13 Un an plus jeune que Jean Challet, Élie Mauret le suit à l'ENH. Diplômé ingénieur horticole en 1946, il s'inscrit dans la foulée à la section du paysage avant de s'orienter vers l'urbanisme. Selon son témoignage¹⁶, le cours assuré par Raoul Puget, architecte urbaniste, enseignant à l'ENH et à l'IUUP, a su éveiller leur curiosité pour cette pratique et cette échelle spatiale. Raoul Puget le fait d'ailleurs entrer à la délégation départementale de Seine-et-Oise du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, située à Versailles. Le jeune paysagiste y commence sa carrière comme ingénieur, participant aux études d'aménagement de la région parisienne et au dessin des plans d'urbanisme de plusieurs communes sinistrées. Intéressé par l'offre de Michel Écochard, il demande ensuite au ministère français de le détacher au service de l'Urbanisme du protectorat du Maroc à Rabat. Sa thèse d'urbanisme, dirigée par Robert Auzelle et soutenue en 1952, propose de répondre à la croissance démographique en développant sur le site de Rabat-Salé une extension urbaine exemplaire.
- 14 De retour en France en 1956, Élie Mauret ne peut réintégrer son administration d'origine. Philippe Lamour, rencontré au Maroc, le fait entrer à la Compagnie nationale d'aménagement de la région du Bas-Rhône et du Languedoc qu'il préside depuis sa création en 1955. Recruté comme chef du service des Aménagements communaux et de l'Habitat, Élie Mauret est nommé ensuite chef de la division de l'aménagement. Il supervise, à ce titre, l'étude du plan d'aménagement d'une centaine de communes situées en zone irriguée.
- 15 Au sein de l'agence d'urbanisme de la mission interministérielle pour l'aménagement touristique du littoral Languedoc-Roussillon¹⁷, dirigée par Georges Candilis, il mène des études générales (notamment en partenariat avec les Eaux et Forêts) et participe au projet de la Grande Motte, collaborant avec l'architecte Jean Balladur. Tous deux partagent une méthode d'étude et de conception fondée sur l'analyse des rapports entre pleins et vides. Philippe Lamour lui confie également l'étude d'aménagement des communes sinistrées du Queyras et la mise en place d'une équipe locale. Quand Philippe Lamour quitte la Datar en 1974, Élie Mauret fonde sa propre agence d'aménagement et de paysage, dénommée AUP (Aménagement, Urbanisme et Paysage). Le Conservatoire du littoral lui commande des études préalables à la constitution d'un patrimoine foncier. *Pour un équilibre des villes et des campagnes* (1974) montre son intérêt durable pour les zones rurales, abordées dès le Maroc.

Lucien Gendre et Pierre Pelletier

- 16 Le parcours de Lucien Gendre est très partiellement connu. Celui de Pierre Pelletier l'est davantage grâce à un témoignage récent¹⁸. Deux éléments le caractérisent : une période de coopération plus longue et un milieu professionnel spécifique, celui des bureaux d'études.
- 17 De 1943 à 1947, Lucien Gendre et Élie Mauret sont condisciples à l'ENH, puis à la section. Après l'ENH, Pierre Pelletier intègre la deuxième promotion de la section (1947-1948) où il côtoie Jacques Sgard. Le stage obligatoire lui permet de passer huit mois en

Angleterre¹⁹ où, recommandé par André Riousse, il participe à l'aménagement de jardins privés sous la conduite de l'architecte paysagiste Geoffrey Jellicoe (1900-1996).

- 18 Contacté par Pierre Mas, il abandonne non sans regret ce terrain de stage pour rejoindre Michel Écochard au Maroc. L'organigramme du service d'Urbanisme du Maroc mentionne effectivement le nom de Pierre Pelletier dès 1950, alors que les sources consultées n'attestent la présence de Lucien Gendre qu'à partir de 1954. Comme Pierre Mas, Pierre Pelletier et Lucien Gendre mènent une thèse à l'IUUP sous la direction de Maximilien Sorre. Celle du premier s'intitule « Valeurs foncières et urbanisme au Maroc » (1954²⁰), celle du second « Développement des volumes bâtis à Casablanca, matériaux pour une remodelation du centre » (1955).
- 19 Après la résiliation de son contrat au Maroc, Pierre Pelletier travaille de 1957 à 1961 au sein de l'agence Écochard. Il participe avec Pierre Mas, Pierre Riboulet et Gérard Thurnauer à l'élaboration du plan d'aménagement de Saïda et de sa région (1958). Envoyé en Guinée pour suivre le chantier de l'usine d'aluminium Freycinet de Fria, il quitte ensuite l'agence Écochard pour entrer chez un autre architecte urbaniste, Auguste Arsac²¹, et séjourne plusieurs années à Madagascar. Il y réalise de nombreuses études (tableau 1) dans un premier temps pour le compte d'Auguste Arsac, puis en tant que salarié de la Scet-Coop²². Déjà présente au Maroc, l'association des problématiques de sciences humaines (tout particulièrement de démographie dont Pelletier est réputé spécialiste depuis le Maroc) et des questions d'aménagement ou d'urbanisme est ici systématique. La présence de risques d'inondation à Agadir et Tananarive constitue un autre point commun entre ces deux expériences coloniales.
- 20 Rentré en France en 1968, Pierre Pelletier travaille d'abord pour le Beture à Puteaux, avant d'intégrer le Beterem²³ à Marseille où il s'occupe par exemple « du développement de villes satellite ».

Tableau 1. Études menées par Pierre Pelletier à Madagascar en tant que salarié du cabinet d'Auguste Arsac, puis comme salarié de la Scet-Coopération entre 1961 et 1968

Arsac, A., Pelletier, P., « Ville de Tuléar. Enquête socio-économique pour conclure à des aménagements et à la définition d'un programme d'habitat, Scet-Coopération », 1962.
Arsac, A., Pelletier, P., Raharijaona, S., 1) « Enquête urbaine, partie générale » 2) « Enquête socio-économique et juridique », Tananarive, Scet, 1961, 97 et 285 p.
Arsac, A., Pelletier, P., « Ville de Fianarantsoa. Enquête urbaine socio-économique et programme d'habitat », Tananarive, Scet, 1962, 96 p.
Arsac, A., Pelletier, P., « Ville de Majunga. Enquête urbaine socio-économique et programme de logements », Scet, Tananarive, 1962, 113 p.
Arsac, A., Pelletier, P., « Ville de Tamatave. Enquête urbaine socio-économique et programme d'habitat », Tananarive, Scet, 1962, 146 p.
Arsac, A., Pelletier, P., « Ville de Tuléar. Enquête socio-économique et programme d'habitat », Tananarive, Scet, 1962, 89 p.
Pelletier (P.), Hanicotte (M.), « Habitat rural à la Sakay. Analyse des équipements de la région », Tananarive, Scet, atlas, 1965, 20 p. ; <i>Étude au niveau du village et des familles</i> , Tananarive, Scet, 1965, 156 p.
Pelletier, P., Hanicotte, M., « Habitat rural à Marovoay. Analyse des équipements de la région », Tananarive, Scet, atlas, 20 p. ; <i>Étude au niveau du village et des familles</i> , Tananarive, Scet, 1967.
Pelletier, P., Hanicotte, M., « Habitat rural au Lac Alaotra. Analyse des équipements de la région », Tananarive, Scet, atlas, 20 p. <i>Étude au niveau du village et des familles</i> , Tananarive, Scet, 1966, 149 p.
Pelletier, P., Hanicotte, M., Scet, « Habitat rural à Marovoay. Étude au niveau du village et des familles », Tananarive, Scet, 1966, 131 p.
Pelletier, P., Philippe, P., « Action d'habitat rural, lac Alaotra, Sakay, Marovoay », Tananarive, Scet, 1966, 369 p. ; atlas, 25 p. La première partie de ce rapport a donné lieu au document suivant : « Structuration régionale – Lac Alaotra – Sakay – Marovoaya ».

Sources : Lacombe, 1975 ; Fauroux et Koto, 1993. Réalisation : Isabelle Estienne, décembre 2010.

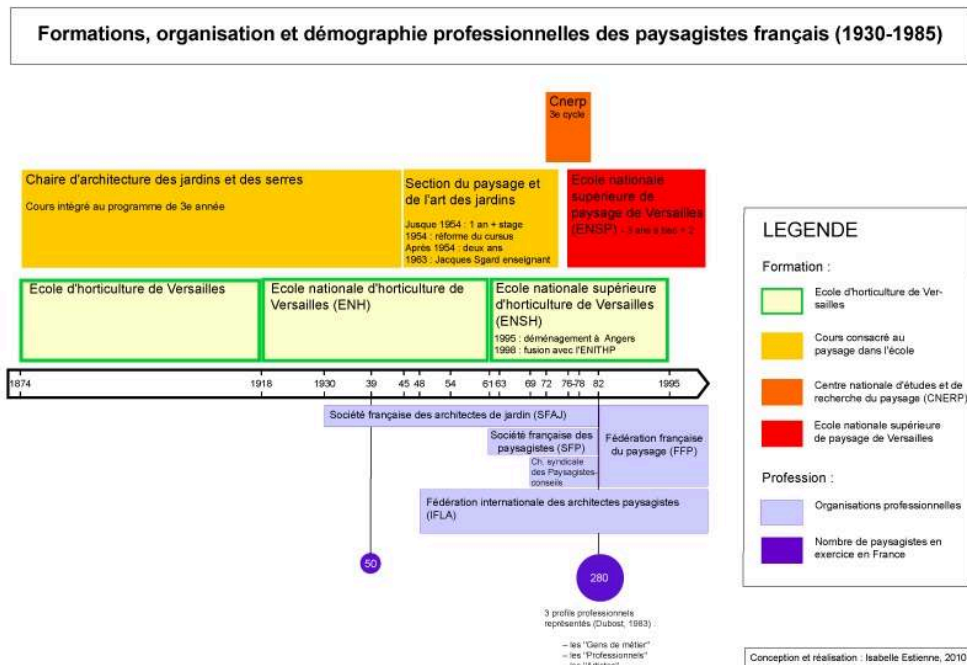
La double compétence : handicap ou atout ?

- 21 Pour nos paysagistes, l'épisode marocain contribue à brouiller les repères professionnels dans une période où les frontières entre les métiers ne sont pas encore fixées. Ces hommes choisis par Michel Écochard pour leurs compétences multiples sont-ils architectes, paysagistes, urbanistes ou aménageurs ? En 1950, l'organigramme du service d'Urbanisme et d'Architecture au Maroc (Écochard, 1951) les présente en tant qu'architectes. Mais, après le départ du *patron* en 1953, une série de lettres adressées par Pierre Mas au couple Écochard au cours de l'année 1954²⁴ témoigne de leurs difficultés statutaires à l'origine de déclassement ou de brimades. Le fait que les architectes du service s'organisent en association pousse les *urbanistes paysagistes* ou *jardiniers urbanistes* à se regrouper sous la présidence de Pierre Mas, adoptant alors le nom d'urbanistes.
- 22 On retrouve cette incertitude au retour en France. La composition de l'équipe de l'Oream-Nord, telle qu'indiquée aux dernières pages du schéma d'aménagement régional (Oream-Nord, 1971), mentionne la présence de Pierre Mas, en tant qu'*urbaniste*

et celle de Jean Challet, en tant qu'*urbaniste paysagiste*. D'ailleurs, pour les membres de l'Oream interrogés, Jean Challet était, au même titre que Pierre Mas, davantage un urbaniste qu'un paysagiste, voire, selon Jacques de Courson, « le meilleur de sa génération²⁵ », le terme *urbaniste* étant ici envisagé au sens où Gaston Bardet, Robert Auzelle et Pierre Lavedan l'entendaient et l'ont enseigné à l'IUUP.

- 23 Assumée, la bifurcation professionnelle des premiers diplômés de la section vers l'urbanisme leur permet d'approfondir et de compléter une formation initiale axée sur la dimension horticole et jugée bien trop courte (figure 3).

Figure 3. Le contexte professionnel dans lequel s'inscrit le choix de la bifurcation



- 24 Accessible dès l'obtention du baccalauréat, la formation dispensée dans le cadre de la section paysage ne durait qu'un an à l'époque. Les quatre sujets choisis pour les thèses soutenues à l'IUUP leur permettent d'aborder le phénomène de l'urbanisation marocaine dans ses aspects sociologiques, démographiques, économiques et fonciers, mais également par l'étude des formes urbaines. Ces problématiques illustrent, comme celles des études menées par Pierre Pelletier à Madagascar, la volonté de *tenir* les deux aspects du métier d'urbaniste tels que l'ont défini la plupart des théoriciens français dans l'entre-deux-guerres (Auzelle, 1964), c'est-à-dire comme « art et science ».
- 25 Or, si les Oream comme les autres organismes de mission et les bureaux d'études qui se développent dans les années 1960 comprennent tous une dimension pluridisciplinaire, celle-là passe par une séparation franche entre la réalisation des études (confiée à des scientifiques d'origine universitaire ou issus des écoles d'ingénieurs) et la phase de conception des projets (confiée à des équipes dominées par les architectes urbanistes, mais associant parfois des paysagistes). L'exemple de l'Oream-Nord et de son organisation en deux pôles est particulièrement révélateur (Estienne, 2010). Au Maroc ou à Madagascar, ces paysagistes urbanistes ont planifié des aménagements dont ils avaient auparavant mesuré les enjeux par des enquêtes de terrain menées de façon

scientifique (Lacombe, 1975 ; Leclercq, 2007). À ce titre, l'expérience représente un court moment de l'histoire des pratiques professionnelles presque utopique.

Ces parcours, déterminés par la double compétence, sont-ils représentatifs ?

- 26 Le choix d'une double compétence en paysage et en urbanisme a été identifié par Françoise Dubost comme une des stratégies développées par les paysagistes de l'après-guerre face au manque de perspectives professionnelles. Ces parcours en sont une illustration.
- 27 Même si après le départ de Michel Écochard du Maroc, la double compétence des *jardiniers urbanistes* les fragilise du fait de l'ambiguïté de leur statut, cette évocation montre combien elle a pu faciliter leur insertion professionnelle en leur permettant d'aborder l'aménagement du territoire et d'y expérimenter une méthode de planification urbaine. Plusieurs principes la fondent : des études scientifiques à base d'enquêtes de terrain, la prise en compte du site et de ses paysages, le respect des règles du fonctionnalisme, un esprit humaniste qui vise à mettre l'urbanisme et l'architecture au service du développement et des habitants.
- 28 La stratégie adoptée au Maroc après 1953 sous l'impulsion de Pierre Mas²⁶ s'appuie sur la diffusion de leurs travaux (tableau 2). Entre 1954 et 1956, Jean Challet, Pierre Mas, Élie Mauret et Pierre Pelletier publient une série d'articles dans le *Bulletin économique et social du Maroc (BESM)* présentant notamment les résultats de leur thèse d'urbanisme. Cette dynamique se poursuit ensuite à l'occasion de la reconstruction d'Agadir avec la création d'une « revue africaine d'architecture et d'urbanisme », A+U, puis l'engagement de Jean Challet comme correspondant de la nouvelle revue *Aménagement et Nature*, soutenue par Claudius-Petit et Pisani. Au-delà du cercle marocain, des relations se sont tissées avec des grands noms de l'architecture et de l'urbanisme comme le révèlent les courriers échangés avec Michel Écochard. Pierre Pelletier est en contact avec Jean Prouvé ; Pierre Mas et Élie Mauret côtoient Georges Candilis et Woods au sein du groupe Gamma.

Tableau 2. Thèses d'urbanisme et articles publiés par les paysagistes du service de l'urbanisme marocain entre 1950 et 1966

Challet, J., « Les espaces libres publics », <i>A+U</i> , revue africaine d'architecture et d'urbanisme, Casablanca, n° 4, 1966, p. 60-65.
Challet, J., « Jardins », <i>A+U</i> , revue africaine d'architecture et d'urbanisme, Casablanca, n° 1, 1964.
Challet, J., « Jardins », <i>A+U</i> , revue africaine d'architecture et d'urbanisme, Casablanca, n° 2, 1964.
Challet, J., « Un nouvel aspect des plantations urbaines. Les espaces plantés des quartiers d'immeubles », <i>Bulletin économique et social du Maroc (BESM)</i> , n° 60, vol. XVII, mars 1954, p. 174-181.
Gendre, L., « Développement des volumes bâtis à Casablanca. Matériaux pour une remodelation du centre », thèse n° 295, sous la direction de Maximilien Sorre, Institut d'urbanisme de l'université de Paris, 1955.
Mas, P., « Phénomènes d'urbanisation et les bidonvilles du Maroc », thèse n° 270, sous la direction de Maximilien Sorre, Institut d'urbanisme de l'université de Paris, 1950.
Mas, P., « L'urbanisation actuelle du Maroc et les "Bidonvilles" », <i>Vie urbaine</i> , n° 61, 1951, p. 185-221.
Mas, P., « Problème d'habitat musulman au Maroc », <i>BESM</i> , n° 60, vol. XVII, mars 1954, p. 201-218.
Mas, P., « De la renaissance d'un ancien centre du Dir : Demnate », <i>BESM</i> , n° 67, vol. XIX, 1955, p. 357.
Mas, P., « Urbanisme, architecture et développement », <i>A+U</i> , revue africaine d'architecture et d'urbanisme, n° 1, Casablanca, 1964, p. 4-11.
Mas, P., « Plan directeur et plans d'aménagement », <i>A+U</i> , revue africaine d'architecture et d'urbanisme, n° 4, Casablanca, 1966, p. 6-17.
Mas, P. et Challet, J., « L'évolution de la plage d'Agadir », <i>Aménagement et Nature</i> , n° 4, Paris, 1966, p. 18 et 31.
Mauret, É., « La Poussée démographique et l'urbanisme au Maroc. Exemple de Rabat-Salé », thèse n° 282, sous la direction de Robert Auzelle, Institut d'urbanisme de l'université de Paris, 1952.
Mauret, É., « Le développement de l'agglomération Rabat-Salé », <i>BESM</i> , n° 60, vol. XVII, mars 1954, p. 1-51.
Mauret, É., « Rabat-Salé. Suite et fin », <i>BESM</i> , n° 61, vol. XVIII, 1954, p. 15.
Mauret, É., « L'urbanisme en Pologne, dans les pays scandinaves et au Maroc », <i>BESM</i> , n° 63, vol. XVIII, 1954, p. 437.
Mauret, É., « Problèmes de l'habitat rural dans la région de Rabat », <i>BESM</i> , n° 64, vol. XVIII, 1954, p. 587.
Mauret, É., « Les plages de Rabat-Banlieue », <i>BESM</i> , n° 69, vol. XX, 1956, p. 123.
Mauret, É., « Mise en valeur et équipement rural de la province de Rabat », <i>BESM</i> , n° 69, vol. XX, 1956, p. 15.
Mauret, É., Pommeret, H., Ringuelet R., « Mise en valeur et équipement rural de la province de Rabat (centres ruraux, habitat rural) », <i>BESM</i> , n° 69, vol. XX, 1er trimestre 1956, p. 1-69.
Pelletier, P., « Valeurs foncières et urbanisme au Maroc », thèse n° 291, sous la direction de Max Sorre, Institut d'urbanisme de l'université de Paris, 1954.
Pelletier, P., « Valeurs foncières et urbanisme au Maroc », <i>BESM</i> , n° 65, vol. XIX, 1955, p. 5.
Pelletier, P., « Problèmes de la circulation dans les villes créées – L'exemple de Casablanca », <i>BESM</i> , n° 68, vol. XIX, 1955, p. 493.

Source : Enquêtes personnelles 2004-2010. Réalisation : Isabelle Estienne, décembre 2010.

- 29 Reconnues innovantes et fondatrices d'un savoir-faire par les équipes, leurs compétences en aménagement et en urbanisme ont servi de tremplin dans un contexte professionnel peu favorable aux paysagistes²⁷. À leur retour en métropole, plusieurs intègrent les nouveaux organismes en charge de l'aménagement du territoire : CNABRL²⁸, Mission interministérielle pour l'aménagement touristique du littoral du Languedoc-Roussillon, Oream. Ils y transfèrent les éléments de méthode développés au Maroc : construire le projet en s'appuyant sur une connaissance fine du territoire, penser la ville en relation avec son territoire, structurer le projet autour des espaces libres, articuler les principes modernes au souci du plus grand nombre. Les villes nouvelles reprennent aussi ces acquis.
- 30 Inversement, quel fut l'apport de leurs compétences en horticulture et en paysage dans leur approche de l'aménagement ? Alors que Jean Challet est toujours resté « du côté du paysage », ses quatre confrères ne mentionnent pas leur formation initiale dans leur thèse. Au contraire, le choix des sujets, le contenu des textes pourraient prouver le caractère définitif du tournant professionnel : ils se présentent en tant qu'urbanistes. Pourtant, une lecture attentive des textes disponibles permet de repérer leur intérêt pour le paysage. Fidèles à l'héritage de Forestier et de Prost, mais aussi à l'esprit de la charte d'Athènes mis en œuvre par leur « patron », ils font preuve d'attention à l'égard du site, de ses qualités ou de son modelé, comme à la présence de l'eau, condition *sine qua non* de l'existence d'espaces verts et de jardins dans ces régions méditerranéennes : autant d'indices d'une posture singulière vis-à-vis du territoire.
- 31 Au-delà du profil professionnel identifié par Françoise Dubost, ces parcours sont-ils représentatifs d'une génération ? L'analyse comparative des carrières de quelques acteurs majeurs de l'évolution des pratiques, comme celles de Jacques Sgard, Jacques Simon ou encore de Michel et Ingrid Bourne, montre que pour les paysagistes présents en France au tournant des années 1950 et 1960, le choix de l'activité libérale devient envisageable (figure 1). Il existe néanmoins des points de convergence entre les paysagistes exerçant en maîtrise d'œuvre privée et ceux exerçant en maîtrise d'ouvrage publique. Comme Jean Challet, Jacques Sgard, Jacques Simon et le couple Bourne ont connaissance des pratiques de l'Europe du Nord-Ouest. Ils en importent des éléments majeurs comme les préoccupations environnementales, la création d'espaces naturels et de loisirs, la planification des paysages ou le développement de techniques de plantation spécifiques.
- 32 D'autres paysagistes français ayant travaillé pour les Oream sont sensibles à ces questions et constituent un réseau informel (Estienne, 2009). Membres de l'association Paysages qui a précédé la création du Cnerp²⁹ en 1972 (Barraqué, 1985), Jean Challet, Jacques Sgard et Pierre Dauvergne ont sensibilisé plusieurs promotions de professionnels à la prise en compte du paysage et de ses qualités en amont des projets d'aménagement. À travers la notion de *grand paysage*, leur enseignement s'est construit en croisant les apports méthodologiques marocains et nordiques, après les avoir adaptés au contexte français dans le cadre des Oream (Estienne, 2009). Parmi les paysagistes formés au Cnerp, plusieurs ont diffusé l'idée de paysage d'aménagement en exerçant comme paysagistes-conseil de l'État³⁰ ou au sein de ses services³¹. Après la décentralisation, cependant, le recul des prérogatives de l'État minimise l'importance de cet échelon spatial, renvoyant aux seules études d'impact.
- 33 Si les politiques d'aménagement des années 1960 et l'expérience des Oream nous intéressent aujourd'hui, c'est que les politiques et les projets actuels réinvestissent

l'échelon territorial et s'emparent des questions paysagères et environnementales. La mise en œuvre des Scot en est un premier signe. Plus ambitieuse, la consultation internationale pour le Grand Paris a cherché à réunir les conditions d'un projet réellement partagé entre deux univers – celui des chercheurs et celui de l'opérationnel – et trois métiers – l'architecte, le paysagiste et l'urbaniste – retrouvant ainsi l'esprit fondateur de l'école d'urbanisme française. Comment parvenir à transformer cet essai prometteur ? La lecture historique apporte quelques pistes : favoriser des parcours de formation complexes, se doter d'organismes d'études pluridisciplinaires portés par des collectivités locales, construire des méthodes de planification et des outils de représentation partagés entre scientifiques et praticiens.

BIBLIOGRAPHIE

- Auzelle, R., *323 Citations sur l'urbanisme*, Paris, éditions Vincent, Fréal et Cie, 1964, 864 p.
- Barraqué, B., « Le paysage et l'administration » (1985), rapport de recherche, Paris, ministère de l'Écologie et du Développement durable, direction de la Nature et des Paysages, 2005, 134 p.
- Baudouï, R., « L'aménagement du territoire en France, antécédents et genèse, 1911-1963 », dans Caron, F. et Vaïsse M. (sous la dir. de), *L'Aménagement du territoire, 1958-1974*, Fondation Charles de Gaulle, Association Georges Pompidou, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 9-21.
- Blanchon, B., « Pratiques et compétences paysagères, 1945 à 1975 », *Strates*, n° 13, 2007, p. 149-167.
- Blanchon, B., « Les paysagistes français et les grands ensembles de l'après-guerre aux années 70 », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 85, 2000, p. 21-29.
- Blanchon, B., « Les paysagistes et la question du projet urbain », *P+A*, n° 31, 1995, p. 8-13.
- Blanchon, B., « Les paysagistes et la question du projet urbain : de l'horticulture au projet urbain », *P+A*, n° 32, 1995, p. 20-29.
- Bourdillon, J., (coord. par), *Les Ingénieurs des Ponts au service de l'Afrique. Témoignages 1945-1975*, Paris, L'Harmattan, 2010, 604 p.
- Champy, F., « Les architectes, les urbanistes et les paysagistes », dans Paquot, T., Lussault, M., Body-Gendrot, S. (sous la dir. de), *La Ville et l'Urbain, l'état des savoirs*, Paris, La découverte, coll. « Textes à l'appui », 2000, p. 215-224.
- Claude, V., *Faire la ville. Les métiers de l'urbanisme au xx^e siècle*, Marseille, Éditions Parenthèses, coll. « Eupalinos », 2006, 253 p.
- Dubost, F., « Le traitement du site, logiques savantes et enjeux professionnels », dans Moulin, R. (sous la dir. de), *Sociologie de l'art*, Paris, La Documentation française, 1986, p. 223-229.
- Dubost, F., « Les nouveaux professionnels de l'aménagement et de l'urbanisme », *Sociologie du travail*, n° 2-85, XXVIII^e année, 1985, p. 154-164.
- Dubost, F., « Les paysagistes en quête d'identité », *P+A*, n° 1, octobre 1984, p. 14-16.

Dubost, F., « Les paysagistes et l'invention du paysage », *Sociologie du travail*, n° 4-83, XXV^e année, 1983, p. 432-445.

Écochard, M., « Problème de l'urbanisme au Maroc », *L'Architecture d'Aujourd'hui*, n° 35, 1951, p. 9-11.

Estienne, I., « L'intervention du paysagiste dans la ville, de 1960 à aujourd'hui, pertinences et enjeux pour les architectes et urbanistes : le cas de la métropole lilloise », thèse de doctorat d'aménagement et d'urbanisme, sous la direction de Didier Paris et Dominique Mons, université de Lille 1, 2010, 719 p., 2 tomes.

Estienne, I., « (Projet de) paysage/territoire/reconversion : situation en France, 1960-1990 », *Les Cahiers thématiques*, n° 9, Ensap de Lille, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2009, p. 99-117.

Estienne, I., « La redécouverte de l'eau dans les stratégies d'aménagement à grande échelle de la métropole lilloise », *Les Cahiers thématiques*, n° 6, Ensap de Lille, Paris, Jean-Michel Place, 2006, p. 250-263.

Forestier, J. Cl. N., *Grandes Villes et Systèmes de parcs*, Paris, Norma Éditions, 1997, 381 p.

Lacombe, B., *Bibliographie commentée des études de population à Madagascar*, Paris, Office de la recherche scientifique d'outre-mer (Orstom), 1975, 67 p.

Larrue, J., *Fria en Guinée : Première usine d'alumine en terre d'Afrique*, Paris, édition Karthala, 1997, 422 p.

Leclercq, M., « Michel Écochard 1905-1985 », mémoire de 3^e cycle sous la direction de Marie-Jeanne Dumont, Ensa de Paris-Belleville, 2007, 251 p.

Lund, A., *Guide to Danish landscape architecture. 1000-1996*, Copenhagen, Arkitektens Forlag, 2003, 319 p.

Luginbühl, Y., « Pour un paysage du paysage », *Économie rurale*, n° 297-298, 2007, p. 23-40.

Oream-Nord, *Schéma général d'aménagement de la France. Aménagement d'une région urbaine le Nord-Pas-de-Calais. Métropoles d'équilibre et aires métropolitaines*, Paris, La Documentation française, 1971, 422 p.

NOTES

1. Lettre dactylographiée de Michel Écochard datée du 15 décembre 1955 à M. Bouloche, directeur général des Travaux publics (source : Fonds Écochard, n° 061 IFA, boîte n° 6, « DAF/Cité de l'architecture et du patrimoine/Archives d'architecture du XX^e siècle »).
2. Jean Écochard, entretien du 18 septembre 2006.
3. Organisation d'études d'aménagement de l'aire métropolitaine Nord-Pas-de-Calais.
4. Établissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Lille-Est.
5. École nationale d'horticulture de Versailles.
6. Le Finger Plan proposé par Rasmussen pour Copenhagen date de 1947.
7. Voir, dans le guide d'Annemarie Lund, les opérations de Søndergardparken (1943-1950), Bredalsparken (1949-1959) et Carlsro (1951-1958), et, dans l'*Encyclopédie de l'urbanisme* de Robert Auzelle et Ivan Jankovic, la planche 138 consacrée à un ensemble de logements pour jeunes ménages conçus par l'architecte Arne Jacobsen à Gentofte (1949). Ces réalisations se structurent autour d'un large espace libre, planté, d'usage collectif, ou sont composées en fonction du paysage environnant.

8. Lettre d'Élie Mauret à Michel Écochard pour accompagner l'envoi de plans et de documents (Rabat-Salé et extension de l'Agdal-Ouest), sans date (« Rabat, samedi, cher patron... »), fonds Écochard, n° 061 IFA, boîte n° 6, « DAF/Cité de l'architecture et du patrimoine/Archives d'architecture du xx^e siècle ».
9. Centre national d'études et de recherche du paysage, créé à Trappes en 1972. Jean Challet en est l'un des cofondateurs.
10. Son curriculum vitae mentionne l'étude pour l'aménagement de la baie de Tanger au Maroc en 1968, sa participation à l'élaboration de la charte programme pour l'aménagement, la protection et la gestion de l'île de Porquerolles en 1971, l'étude et l'avant-projet sommaire du parc urbain et du lac du Héron à Villeneuve d'Ascq menée pour l'Epale (1975-1976). Il est aussi conseiller de l'Unesco lors de l'étude du schéma directeur de l'agglomération de Fès (1976-1978). Il est nommé membre de la commission supérieure des sites en 1974 et du groupe des experts régionaux en écologie pour la côte picarde en 1978.
11. Institut d'urbanisme de l'université de Paris.
12. La sémantique est importante et montre le caractère précurseur de ces travaux : l'étymologie date généralement la première attestation du mot *bidonville* de l'année 1953.
13. Groupe d'architectes modernes marocains. Voir le livre de Jean-Louis Cohen et Monique Eleb, *Casablanca : mythes et figures d'une aventure urbaine*, Paris, Hazan, 2004.
14. Voir tableau 2.
15. Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.
16. Sources : Élie Mauret, lettres à l'auteur du 13/11/2006 et du 27/11/2010.
17. La mission interministérielle pour l'aménagement touristique du littoral Languedoc-Roussillon est créée en 1963.
18. Pierre Pelletier, entretien du 16 novembre 2010.
19. Michel Écochard met à profit sa maîtrise de la langue anglaise en lui confiant, par exemple, l'accueil des visiteurs américains.
20. Dans une lettre à Michel Écochard, datée du 5 janvier 1954, Pierre Mas l'informe du choix fait par Pierre Pelletier en ces termes : « Quant à l'attitude des lotisseurs (pour l'habitat marocain) il y aurait une encyclopédie à écrire (Pelletier a choisi ce sujet pour mémoire à l'Institut d'urbanisme et nous découvrons chaque jour des observations intéressantes). » (Source : IFA, fonds Michel Écochard).
21. Ingénieur polytechnicien et architecte DPLG, Auguste Arzac (1922-1983) a suivi les cours de l'Institut d'urbanisme de Paris. Il est l'un des maîtres d'œuvre du Secrétariat des missions d'urbanisme et d'habitat créé vers 1960. Architecte urbaniste en Afrique subsaharienne, il croise à plusieurs reprises Michel Écochard. Il faut citer ici le projet pour la ville nouvelle de Fria (1957) et celui de l'université de Tananarive (1961-1972) réalisé aux côtés des architectes Paul Herbé, Jean Le Couteur et Roland Simounet (Bourdillon, 2010 : p. 160-161 et p. 533-534). Il poursuit ensuite une activité libérale en France, marquée par la réalisation de nombreux ouvrages d'art.
22. Société centrale d'équipement du territoire, département coopération.
23. Le Beterem et le Bature sont deux bureaux d'études créés en 1959.
24. Lettres de Pierre Mas à Michel Écochard en date du 5 janvier 1954 et du 31 décembre 1954 ; lettre de Pierre Mas à Mme Odile Écochard, en date du 23 décembre 1954 ; lettre de Pierre Pelletier à M. Écochard, en date du 20 novembre 1953. Le dossier contient également des lettres des paysagistes Lucien Gendre et Élie Mauret (Source : Fonds Écochard, n° 061 IFA, boîte n° 6, « DAF/Cité de l'architecture et du patrimoine/Archives d'architecture du xx^e siècle »).
25. Jacques de Courson, entretien du 26 janvier 2007.
26. Lettre de Pierre Mas à Michel Écochard, 10 décembre 1954.
27. Dans une lettre d'avril 1953, Pierre Pelletier demande conseil à Michel Écochard : « Dois-je envisager de gratter chez un architecte pour me faire à l'architecture ou bien alors trouver un travail dans l'urbanisme ailleurs ? »

28. Compagnie nationale d'aménagement de la région du Bas-Rhône et du Languedoc-Roussillon.
 29. Centre national d'études et de recherche du paysage.
 30. Comme Jean-Pierre Clarac, Michèle Delaigue, Joël Ricorday ou Jean-Pierre Saurin.
 31. On peut citer, par exemple, Anne Fortier Kriegel ou Alain Levavasseur.
-

RÉSUMÉS

Synthétisant des résultats connexes à ma thèse (Estienne, 2010), cet article présente des paysagistes issus des deux premières promotions de la section du paysage et de l'art des jardins de Versailles : Jean Challet, Lucien Gendre, Pierre Mas, Élie Mauret et Pierre Pelletier. Des cursus multiples (en horticulture, paysage et urbanisme), un passage au sein du service d'urbanisme du Maroc, dirigé par Michel Écochard, suscitent leur curiosité vis-à-vis d'échelles de travail et de thématiques inhabituelles en France. Ils déterminent leur parcours et leur entrée au sein d'équipes pluridisciplinaires d'aménagement du territoire, créées par l'État français au milieu des années 1960. Militants du mouvement moderne, ces paysagistes urbanistes en donnent une interprétation humaniste, sensible aux conditions du milieu local dans ses dimensions sociales, culturelles et environnementales.

Synthesizing the results related to my thesis (Estienne, 2010), this article presents landscape architects from the first two years of the section of landscape architecture and garden art of Versailles: Jean Challet, Lucien Gendre, Pierre Mas, Elie Mauret and Pierre Pelletier. Multiple curricula (Horticulture, Landscape architecture and Urban Planning), including an experience with the planning department in Morocco led by Michel Ecochard, which sparked their curiosity vis-à-vis working scales and themes unusual in France, determining their careers and entry into multidisciplinary teams of territorial planning created by the French State in the mid-1960s. Activists of the modern movement, these landscape architects – urban planners offer a humanistic interpretation: sensitive to local environmental conditions in their social, cultural and environmental dimensions.

INDEX

Keywords : french landscape architects, landscape planning, urban planning, territorial planning, professional history (1945-1970)

Mots-clés : paysagistes français, paysagisme, urbanisme, aménagement du territoire, histoire des professions (1945-1970)

AUTEUR

ISABELLE ESTIENNE

Architecte DPLG, docteur en géographie et aménagement. Chercheur au Laboratoire d'architecture, conception, territoire, histoire (LACTH) de l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille et enseignante vacataire.

i-estienne[at]lille.archi[dot]fr